

Dans les deux Allemagnes, on est presque unanime à proposer deux concessions pour rassurer l'Union soviétique, à savoir qu'aucune troupe de l'OTAN ne soit basée sur le territoire de l'Allemagne de l'Est actuelle et que, d'autre part, les 350 000 hommes de troupes soviétiques stationnés en RDA soient autorisés à y demeurer pour une période de transition. Comme M. Messelwitz l'a signalé, «Nous devons trouver des solutions qui sortent de l'ordinaire, car autrement, les divisions de l'Europe seront simplement repoussées plus à l'est.» La thèse favorisant le maintien de troupes soviétiques en Allemagne de l'Est pour un certain temps illustre particulièrement bien l'évolution des relations Est-Ouest. Des analystes de l'Institut de politique étrangère d'Allemagne ont mentionné qu'en plus d'être rassurantes pour l'Union soviétique, ces propositions atténueraient les problèmes considérables que pose le retour des troupes et de leurs familles dans une Union soviétique aux prises avec d'énormes difficultés économiques. Un analyste nous a signalé que le retour au cours de l'année dernière des troupes soviétiques stationnées dans d'autres parties de l'Europe de l'Est, quoique beaucoup moins nombreuses que celles se trouvant en RDA, avait occasionné de sérieuses pénuries de logements et maints autres problèmes dans certaines villes soviétiques. D'aucuns prétendent que le prix exigé par l'Union soviétique pour accepter finalement que les deux Allemagnes réunies fassent partie de l'OTAN pourrait être, entre autres, que l'Allemagne assume le coût de la réinstallation de ses troupes stationnées en Allemagne de l'Est.

Malgré ces éventuelles concessions, nous avons cru déceler beaucoup d'incertitude chez les Allemands à propos de l'éventuelle acceptation, par l'Union soviétique, de l'intégration de l'Allemagne réunie au sein de l'OTAN. Bien que M. Lutz Stavenhagen, ministre d'État de l'Allemagne de l'Ouest, ait paru confiant que l'URSS se montre tôt ou tard conciliante, MM. Eberhardt Shultz comme Michael Sturmer, tous deux analystes réputés de la politique étrangère allemande, en étaient moins sûrs. Sturmer a observé : «Nous avons présumé qu'ils joueraient selon nos règles, mais le feront-ils? Ils n'ont pas perdu la guerre et, en fin de compte, nous n'avons aucun moyen de les forcer à quitter ce pays. L'unification s'effectuera, mais l'Armée rouge tient à ses acquis.»